

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEO (ancien)

Route de Gray
21850 Saint-Apollinaire

Références : 0005401641 / 036
Code AIOT : 0005401641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement SETEO (ancien) implanté Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 30 octobre 2025, le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 mars 2025 relatif à la mise en place d'une réserve d'eau d'incendie de 120 m³ a été constaté. L'exploitant n'a pas procédé à l'installation de cette réserve, imposée par l'arrêté préfectoral du 14 août 2024, dans le délai imparti expirant le 8 septembre 2025.

L'exploitant a proposé de substituer la réserve d'eau initialement requise par un poteau d'incendie capable de fournir un débit de 60 m³/h, soit 120 m³ en 2 heures. Lors de l'inspection du 30 octobre 2025, l'inspection a constaté qu'aucun travail d'installation n'avait été engagé.

Toutefois, l'exploitant a signé un bon de commande le 23 septembre 2025 avec un prestataire. Une intervention de terrassement sur la voie publique était prévue le 6 novembre 2025. Le terrassement dans les limites de propriété de SETEO devait être réalisé à partir du 4 novembre 2025.

Compte tenu de l'imminence du démarrage des travaux, aucune sanction administrative n'avait été proposée. Néanmoins, un procès-verbal constatant le délit réprimé par l'article L.173-1 II 5° du Code de l'environnement (« Poursuite de l'exploitation d'une installation classée soumise à autorisation non conforme à une mise en demeure », code NATINF : 29664) a été adressé au procureur de la République.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO (ancien)
- Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005401641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SETEO est autorisée à exploiter une déchetterie professionnelle accueillant des déchets dangereux et non dangereux et des installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle du respect de l'APMD	AP de Mise en Demeure du 07/03/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a ajouté un poteau incendie et il a été mis en service. L'exploitant a réalisé un test de débit mais celui-ci n'a pas été effectué en simultané l'autre poteau situé sur le même réseau incendie. L'exploitant doit justifier le débit de ce poteau en simultané avec le second poteau du site situé sur le même réseau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle du respect de l'APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : La société SETEO, exploitant des installations sises route de Gray à Saint-Apollinaire, est mise en demeure dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions prévues à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2024 susvisé.
Constats :

Lors de l'inspection du 15 janvier 2026, il a été constaté que les travaux d'installation du poteau incendie ont été terminés. L'exploitant a présenté une facture du 18 décembre 2025 au nom de la société Guinot pour les travaux d'installation du poteau.

Les travaux ont eu lieu le 12 décembre 2025.

Un rapport d'analyse du 22 décembre 2025 indique un débit unitaire de 61 m³/h sous la pression d'un bar.

Le poteau est équipé d'un diamètre nominal de raccordement de 100 mm.

Par ailleurs, en accord avec la demande formulée dans le rapport d'inspection daté du 20 novembre 2025, l'exploitant a tenu informée l'Inspection via deux courriels des 5 et 19 décembre de l'avancement des travaux.

Demande de justification :

Le débit a été mesuré uniquement pour le nouveau poteau. En sachant qu'il se trouve sur le même réseau d'eau qu'un autre poteau du site, une mesure simultanée est nécessaire pour confirmer le débit disponible en cas d'utilisation concomitante des deux équipements.

Observation :

Afin de garantir sa bonne visibilité et son accessibilité permanente, en proximité immédiate du nouveau poteau incendie un aménagement adapté visant à limiter l'apparition de végétation est à mettre en place (tel qu'un géotextile recouvert de gravier/gravillon, ou tout autre dispositif de protection contre les mauvaises herbes).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport de contrôle du débit simultané des deux poteaux, dont le nouveau, qui sont branchés sur le même réseau (côté chemin de Varennes).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois